

*...en collaboration avec la Bibliothèque Municipale*

## **Compte rendu de la Soirée-débat du jeudi 16 mars 2017**

Thème : « **Qu'est-ce que la démocratie ?** »

Nous étions 33 présents ce jeudi, 11 personnes ont demandé de les excuser. Jean-Paul Beau souhaite à tous la bienvenue.

L'animateur donne d'abord quelques informations sur le sens des rencontres organisées par notre association. Après quatre années depuis sa création, on peut dire que « Philo & Partage » remplit l'objectif fixé : en effet le but des soirées-débats est de permettre à chacun de s'exprimer quelle que soit sa formation, de discuter et de délibérer. La réflexion philosophique n'est pas réservée à une élite. Ni cours, ni conférence, c'est dans l'échange que la réflexion de chacun se nourrit de l'avis des autres. Philosophier, c'est être présent au monde, vivre avec les autres, mais aussi penser le monde qui nous entoure avec la raison et le doute. Même quand l'actualité se fait pressante, il est plus que jamais nécessaire de prendre le temps de la réflexion et de délibérer.

### **Rappel des objectifs et méthodes des soirées-débats**

Jean-Paul rappelle les objectifs et les méthodes des soirées-débats : le principe retenu par l'association, c'est celui de l'égalité de tous à l'égard de la prise de parole. A l'opposé de l'expression intempestive, l'analyse disciplinée de la parole cherche en tous cas à ce que le plus grand nombre puisse avoir accès aux exigences d'un raisonnement rigoureux et plus généralement accès à la pensée méthodique. Ce qui nous distingue des conversations ordinaires ou de celles qui sont conduites dans d'autres cadres, c'est la rigueur dans la méthode et l'organisation de la circulation de parole permettant l'écoute réciproque. Cela implique donc de demander la parole, et de n'être pas coupé lors de notre intervention. Pour que chacun puisse s'exprimer cela exige aussi de tous un effort de concision. Les débats qui permettent à des idées différentes voire contradictoires de s'exprimer constituent la richesse commune. La confrontation des idées, en particulier quant elles sont opposées, exige certes le soins d'évacuer les attaques personnelles, mais favorise le développement non seulement la maîtrise de soi mais aussi de l'esprit critique sans étouffer jamais l'enthousiasme et la passion.

**Présentation du thème de la soirée par René Raffard :**  
**« Qu'est-ce que la démocratie? »**

**Deux ouvrages :**

- En référence à l'utopie (qui sera évoquée\*) : 500 bougies pour Utopia – JPM – Éd. Jets d'encre  
- Contre les élections – David Van Reybrouck – Éd. Actes Sud (diaporama joint au CR)

**Cet ouvrage était une des approches possibles... J'ai aussi hésité à regarder l'histoire des communes avec lesquelles est née, au Moyen-Âge, la démocratie en Europe. Leurs dimensions territoriales héritées des paroisses de l'Ancien Régime, leur population (de 0 à plusieurs millions d'h. - Platon), leur fonctionnement, la proximité élus-électeurs...**

**Un peu d'étymologie :**

Du latin *democratia*, plus ancien du grec, *demokratía*, **dêmos** = peuple, **kratos** = pouvoir.

Reste à savoir : qui est le **peuple** ?                      Reste à savoir : quel **pouvoir** ?

Et donc toute l'interrogation de la démocratie porte sur ces deux questions, ou plus précisément sur quelles réponses sont apportées.

**1 – Qui est le peuple ?**

Hommes, femmes, à partir de quel âge ? Tous les habitants de la cité ? Et qu'est-ce que la Cité ? Et les esclaves ? Et les « étrangers » ? Les riches ? Les pauvres ? Les instruits ? Tous et toutes ... ou pas ? Et si pas toutes et pas tous, comment sélectionne-t-on, sur quels critères ? Qui est citoyen ?

L'existence et la définition du citoyen ont beaucoup varié au cours de l'histoire et des divers régimes... elles sont encore en débat quasi permanent...

Qui a le pouvoir de définir la notion de peuple et la notion de citoyen ? Qui a le droit de participer à la vie de la cité ? Quelle organisation, quelles procédures permettent de répondre ?

C'est déjà sur cette question de la définition du peuple, du citoyen que commence la première étape de la démocratie...

Ce fut une des raisons de la venue au monde de l'Assemblée Nationale Constituante de 1789. Le 17 juin, la motion de l'abbé Sieyès acquiert la majorité (491 voix contre 90) : les députés du Tiers-État, considèrent qu'ils représentent « *les quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation* », se constituent en **Assemblée nationale**.

Ce « 96 % de la Nation » aura été, pour nous, la première définition « moderne » (sens historique) du peuple.

Le peuple étant défini (la définition est-elle correcte ?), quel pouvoir a le peuple ?

**2 - Quel pouvoir ?**

Chez nous tout n'a pas commencé à la Révolution... Le 20 juin 1789, les députés se réunissent, faute de mieux, dans la salle du Jeu de Paume à Versailles, et jurent sur le texte lu par Bailly (le serment du Jeu de paume) « *de ne jamais se séparer, et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la **Constitution** du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides* ».

La Constitution (la loi des lois) aura été la première définition « moderne » de l'outil du pouvoir du peuple. Le 4 août 1789, par un décret, la Constituante, fait précéder la (future) Constitution de la Déclaration des droits de l'Homme ... et du Citoyen (26 août).

Le cadre général du pouvoir est installé : les principes sont posés par une loi supérieure à laquelle les autres lois doivent se référer. En France la Constituante, puis la Législative vont œuvrer jusqu'à l'abolition de la royauté et la proclamation de la république le 22 septembre 1792, au lendemain de Valmy (rappel : Varennes en juin).

Démocratie renvoie à République (chose publique). Rappelons-nous les circonstances pour la venue et les fins du régime républicain dans notre pays : deux révolutions pour les deux premières, notre III<sup>e</sup> R. ne fut acquise qu'à une voix de majorité. Pour les fins..

Démocratie renvoie à laïcité (*laikos, laicus* = commun = peuple).

Démocratie renvoie à politique (faire de la politique = s'occuper de la vie de la cité). Ce qui nous renvoie, entre autres, au rôle des partis politiques (qui étaient à leur origine des *écoles de la politique*, qui sont devenus des *machines électorales*).

Démocratie renvoie à la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire).

Démocratie évoque souvent liberté, égalité, fraternité (que vaut aujourd'hui notre devise républicaine quand l'égalité des droits est remplacée par l'égalité des chances ?)

Démocratie renvoie aussi à rapport de forces, corps intermédiaires, contre-pouvoirs...

Résumons : Quelle Constitution ? Quelle élaboration ? Quel contenu ? Quelle application ? Qui procède à l'élaboration des lois ? Comment sont-elles appliquées ?

Faut-il des représentants du peuple pour élaborer les lois ? Si oui, quels représentants et comment les représentants du peuple représentent-ils le peuple, si tant est que... ?

Bref : Où est le pouvoir du peuple ?

Le mandat des élus, le cumul, le renouvellement ... ?

Le **vote** pour choisir les représentants du peuple est-il le **seul** moyen au peuple d'être représenté et d'exercer son pouvoir ? (tirage au sort : Grèce, République vénitienne, Révolution, jurés d'assises...)

Ces autres modes de choix d'élus sont-ils utiles, efficaces ?

Quel territoire correspond le mieux à l'expression citoyenne ? Le quartier, la commune, le département, la région, le pays (> plusieurs pays, un continent, la planète ?). Ces territoires correspondent-ils à des réalités fixes, adaptées, évolutives, comment les définir, les redéfinir ?

Est-ce nécessaire, suffisant de se dire qu'il y a une majorité et une opposition au parlement pour affirmer être en démocratie ? Et les référendums ... ?

Quid de la notion de pays et de nation dans un monde qui demande un regard plus large ?

Quel est pouvoir du peuple sur la planète ? Qui a le pouvoir sur la planète ?

Juste avant nos échanges, je vais clore cette présentation/introduction par des citations qui apportent probablement autant d'interrogations que de réponses.

Jacques Attali « *Avant de devenir la réalité triomphante de la fin du XXe siècle, le marché et la démocratie ont été des moyens, imaginés au long des siècles par quelques rêveurs sous les quolibets de leurs contemporains, pour réaliser l'utopie \* d'aujourd'hui, celle de la liberté.* »

Jacques Attali présente le marché et la démocratie comme facteurs de liberté.

D'abord, le marché facteur de liberté ! J'ai des doutes : crises financières, dont 1929.

La démocratie peut-elle vivre dans un monde financiarisé ?

Ensuite, être en démocratie et la vivre pose vraiment la question la **liberté** :

La démocratie peut-elle exister sans la liberté ? *Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux (La Boétie)*

Sommes-nous vraiment libres, ou seulement croyons-nous que nous sommes libres ?

Une démocratie peut-elle faire la guerre (pour –par exemple- défendre la liberté) ?

Une démocratie peut-elle laisser arriver au pouvoir ceux qui veulent la détruire ?

Et Jean-Jacques Rousseau de « répondre » à J. Attali (en 1762 *Du contrat social*)

« *Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort, il ne l'est que durant les élections des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien.* »

« *Il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais.* »

Jamais existé ? Il est possible, même vraisemblable qu'il n'y a jamais eu de véritable démocratie... Et

pourtant les hommes ont toujours cherché à désirer, à acquérir, à conquérir, à améliorer ce qu'ils estiment être la démocratie. C'est quand même un peu pour ça que ne sommes là ce soir ?

Il n'en existera jamais ? Je ne sais pas ! Et même si on répondait : « Oui il n'existera jamais de véritable démocratie », faut-il pour autant ne pas essayer de la chercher, de la construire... C'est quand même un peu pour ça que ne sommes là ce soir ?

Encore faut-il convenir d'un contenu de l'adjectif « véritable » !

Ce qu'on peut exprimer autrement :

- la démocratie se limite-t-elle aux choix du possible ? (les pieds sur terre) ou
- la démocratie doit-elle sans cesse exiger l'utopie ? (la tête dans les étoiles)

La démocratie ne doit-elle pas être d'abord et surtout active, vivante ?

Voilà peut-être quelques pistes pour notre débat ...

## **Synthèse des différentes interventions de la soirée**

(réalisée par Jean-Pierre Moreau)

Winston Churchill disait au milieu du XXème siècle : « La démocratie est le pire des régimes - à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé. » C'est dire que les critiques devaient déjà aller bon train, mais aussi que les autres gouvernements ne s'étaient pas révélés excellents (Aristocratie- réclamée par Platon-, tyrannie, royauté, despotisme – souhaité par Machiavel ou Hobbes-, dictature...) mais qu'il est toujours possible d'essayer autre chose.

Les critiques furent nombreuses, ce soir, et les propositions aussi.

Il semble que les avatars de notre forme de démocratie (parlementaire avec des pouvoirs très importants au président de la République) signent une sorte de bout de course et que les aspirations à revenir à une démocratie plus « réelle » soient fortes. On n'imagine pas, pour l'instant un autre type de régime, mais on souhaite que le notre démocratie prennent une autre forme, peut-être inspirée de ce qui existe ailleurs.

Les critiques principales ont porté sur la centralisation extrême des pouvoirs, le faible rôle des parlementaires, soumis à la fois par la « discipline de parti », les contraintes technico-administratives et les pressions des lobbies industriels et financiers. Mais aussi sur le fait que notre système électoral donne la part belle à une petite fraction de l'électorat qui défendra en priorité certains intérêts particuliers plutôt que la volonté générale et les biens communs. Par ailleurs, la « politique de métier » (on voit toujours les mêmes !- cumul des mandats – peu de femmes ou d'ouvriers) incite les élus à tout faire pour être réélus au mépris de l'opinion publique, de l'éthique, de leurs propres engagements. Ils ne consultent pas leurs électeurs entre deux votes ou ne les écoutent pas, se réfugient derrière les rapports d'experts que personne ne peut contester et privilégient la technocratie au détriment du politique. Ils paraissent intouchables, avec la complicité bienveillante de la plupart des grands médias. Petit à petit les gens perdent confiance en la politique, s'en écartent, ne vont plus voter, hésitent à s'engager, à s'investir dans le collectif tant ils s'estiment trompés ou trahis dans leurs convictions par les mécanismes et les pratiques actuels. Mais ce renoncement signifie aussi se soumettre et donc perdre sa liberté. Pour certains, la démocratie serait devenue une forme avancée de la dictature.

De nombreuses propositions sont faites pour améliorer les choses : redéfinir la durée et le rythme des mandats, mandat unique, non-renouvelable, élus révocables en cours de mandat, contrôle de leur travail et évaluation de l'efficacité des lois, suppression de l'ENA, meilleure représentation des femmes, des jeunes, des handicapés, des étrangers, créer des liens entre la base et le sommet de la pyramide, développer les commissions extra-municipales (ou aux autres niveaux) et leur donner de

réels pouvoirs de décision et d'action pour profiter des compétences citoyennes tout en renforçant la légitimité des élus, trouver ou créer des lieux où les citoyens puissent être correctement informés, débattre et être consultés, il pourrait ainsi s'organiser des « contre-pouvoirs » en cas de dérapage de nos représentants...

Même si ses définitions remontent aux anciens Grecs (environ 2500 ans), la démocratie telle que nous la concevons est à l'échelle de l'histoire très récente et très fragile. Entre Athènes, où seuls les citoyens (habitants la ville, hors femmes, esclaves, métèques et barbares) assez riches pour ne pas avoir à travailler avaient le droit de voter et d'être élus, et la révolution américaine qui marqua la première démocratie il y eut bien des gouvernements, des luttes et des massacres. À notre époque, qui semble être une phase de transition, il est utile de se souvenir des principes de base de la démocratie et de voir comment ils peuvent intervenir dans une société de plus en plus complexe et au cœur d'interactions multiples.

La démocratie impose que le pouvoir appartienne au peuple, c'est-à-dire que le peuple est souverain (par opposition au prince ou à la monarchie). Les institutions dont il se dote (État, gouvernement...) doivent veiller au respect de la volonté générale en vue du bien commun, notamment faire respecter l'égalité de droit entre tous les citoyens, maintenir les équilibres sociaux en protégeant les plus faibles, veiller à la justice et l'équité et assurer les libertés individuelles et collectives. En vertu de quoi, le peuple accepte de se soumettre individuellement aux décisions de l'état, c'est la notion de « contrat social » préconisé par Thomas Hobbes puis théorisée par JJ Rousseau. Dès lors quand le gouvernement, sa politique ou son idéologie ne correspondent plus à la volonté générale du peuple, le contrat est rompu et la démocratie est en danger.

Si on est devant cette situation, ou pour renforcer la démocratie, les participants s'accordent pour dire qu'il faut s'appuyer sur les leçons de l'histoire et les connaissances culturelles, sociales et humaines acquises, renforcer l'éducation des enfants, les notions de civismes ou de citoyenneté, l'éthique, favoriser les échanges entre les jeunes et les adultes...Et, comme nous essayons de le faire à *Philo et Partage* réfléchir par soi-même et avec les autres et prendre plaisir à vivre ensemble.

---

Voir en annexe :

- Quelques citations philosophiques ou humoristiques,
- Un extrait du livre de David Van Reybrouck « Contre les élections » montrant les évolutions de la représentation des peuples.

---

Bibliographie :

- Platon : La république
- Machiavel : Le prince
- Thomas Hobbes : Le Léviathan
- JJ Rousseau : Du contrat social
- Montesquieu : de l'esprit des lois
- Gaëlle Demelemestre : Introduction à la *Politica methodice digesta* de Johannes Althusius